

MARIE-CLAIRE AOUN

Directrice du centre Energie de l'Ifri

L'atelier 1 s'est concentré sur les défis économiques, géopolitiques et technologiques auxquels fait face le secteur de l'énergie. Cet atelier était présidé par Bertrand Badré, directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale.

360 millions de dollars, c'est la perte annuelle des revenus à l'export pour les pays exportateurs de pétrole au Moyen Orient et en Afrique du Nord suite à la chute du prix du baril, de 110\$ en juin 2014 à environ 45\$ aujourd'hui. Les pays exportateurs au Moyen Orient sont sévèrement affectés, ils doivent maintenir leur résilience financière, diminuer leurs dépenses tout en gérant dans le même temps l'impératif de création d'emploi pour plus de 10 millions d'actifs qui vont entrer sur le marché du travail d'ici 2020.

La chute des prix du pétrole est due à plusieurs facteurs, dont un ralentissement de la demande de la grosse machine chinoise, mais principalement la situation de surplus du marché du pétrole, avec l'équivalent d'une nouvelle Norvège mis en production tous les deux ans aux Etats-Unis. Les participants à l'atelier étaient tous d'accord sur le fait que le pétrole léger américain a complètement changé la donne sur le marché. Pour expliquer la décision de l'OPEC de ne pas diminuer la production, un des intervenants a cité Ali Al-Naimi, le Ministre saoudien du pétrole « si l'OPEC, et surtout l'Arabie Saoudite, décide de diminuer sa production, le prix va augmenter et les Russes, les Brésiliens et les producteurs de gaz de schiste américains vont prendre notre part de marché. »

L'atelier a également révélé les différentes perceptions quant aux effets de la chute des prix du pétrole. Un participant américain nous a dit que c'était une bonne nouvelle, nous devrions être heureux, car une bonne énergie pas chère, c'est une bonne chose pour l'économie.

Cependant, la chute des prix du pétrole ne semble pas être une bonne nouvelle pour les producteurs internationaux qui peinent à adapter leurs coûts à la nouvelle donne. Plusieurs participants ont évoqué ici le risque pour l'équilibre futur du marché du sous-investissement actuel dans le secteur pétrolier.

Ce n'est pas non plus une bonne nouvelle pour les opérateurs américains qui diminuent leurs dépenses d'investissement, ce qui entraînera un ralentissement de la production américaine d'un million de baril par jour en juillet 2016. La bonne nouvelle cependant c'est que la chute des prix du pétrole offre à de nombreux pays l'opportunité de diminuer leurs subventions au pétrole, comme ça a été le cas en Indonésie et dans plusieurs autres pays d'Asie, en Egypte, récemment aux EAU et au Koweït qui envisage une réforme des prix pour les produits énergétiques.

Quelles sont les perspectives pour les prix du pétrole? Le consensus parmi nos participants est qu'il est très difficile de prédire le futur des prix du pétrole et qu'une grande incertitude demeure autour de l'évolution à long terme du marché.

Un environnement de bas prix du pétrole n'est pas une situation inédite dans l'histoire du marché. On a mentionné hier que la différence cette fois-ci est la transition énergétique due aux risques climatiques ressentis et imminents. L'évolution systématique des énergies fossiles vers les énergies renouvelables gagne du terrain pour la première

fois dans un contexte de pétrole à bas prix. Le secteur privé semble également intégrer progressivement la compatibilité climatique à ses activités, et elle devient la nouvelle règle du jeu.

On a mentionné le fait que les changements technologiques en termes d'énergies renouvelables, les véhicules électriques et potentiellement le stockage de la capture carbone vont influencer le système, mais cela prendra du temps. D'ici là, les compagnies pétrolières s'adaptent aux nouvelles conditions environnementales et souhaitent un plus grand rôle du gaz dans la transition énergétique, en tant qu'énergie fossile avec l'émission la plus faible. Mais pour que cela soit possible, on a vraiment besoin d'un prix du carbone.

Nous avons également discuté des défis de la sécurité énergétique, notamment dans le contexte actuel au Moyen Orient. Quelqu'un a mentionné que l'Asie devrait adopter la même approche que l'Europe en combinant sécurité et durabilité énergétique. Plusieurs participants étaient d'avis que l'énergie est fondamentale au développement économique et qu'on doit mettre l'accent sur l'accès à l'énergie. L'énergie peut même parfois être vue comme un vecteur de paix grâce aux liens qu'elle crée entre les régions.

Dans cet environnement changeant et menaçant, la COP21 ne va pas être un exercice aisé. La rencontre du G20 en Turquie la semaine dernière était un avant-goût des négociations de la COP21. Elle a montré que les obstacles à un accord déterminant sont encore nombreux. Deux des principaux freins sont la demande des pays industrialisés pour l'établissement de mécanismes d'évaluation et de surveillance des progrès effectués et une mobilisation sur les flux financiers des pays industrialisés vers les pays en développement.

Il y a encore beaucoup à faire à Paris dans 8 jours pour arriver à un accord sur le climat.